

Subsides

Si de réels progrès doivent être réalisés pour atteindre les deux objectifs du plein emploi, suivant la définition que nous en a donnée le ministre, soit des emplois disponibles pour tous ceux qui veulent travailler pour une rétribution, et en même temps la stabilité des prix, seule une politique comme celle proposée par le parti conservateur progressiste peut laisser espérer la réalisation de ces objectifs.

On a laissé entendre que les politiques préconisées par le parti conservateur progressiste ont été adoptées pour des raisons d'opportunisme politique. J'aimerais faire taire cette rumeur. Étant de ceux qui ont participé aux délibérations, je dirai qu'elles représentent l'acceptation scrupuleuse de la réalité de la seconde moitié du XX^e siècle. Le parti conservateur progressiste est le premier parti à admettre que nous n'avons pas une pure économie de marchés. C'est le premier parti à admettre que la grande entreprise et les grands syndicats peuvent susciter pour l'ensemble de l'économie une conjoncture inflationniste dépassant les niveaux tolérables. C'est le premier parti à admettre que les entreprises et les syndicats ont, chacun de leur côté, un pouvoir monopolisateur qui appelle une sorte de contrôle obligatoire répondant aux exigences de l'intérêt public. Pour mes honorables amis d'en face, je dirai que c'est ce qu'on appelait au collège un vieux principe libéral. J'espère qu'on le relira.

En adoptant cette modification de politique fondamentale, le parti conservateur progressiste est devenu le précurseur de la réforme au Canada. Comme le déclare un journaliste du *Sun* de Toronto, Douglas Fisher, cela met le parti conservateur progressiste nettement à gauche des libéraux et du NPD, sur le plan économique. Sans discuter de la valeur des anciens concepts de la droite et de la gauche, j'aimerais dire qu'il est évident que le parti conservateur progressiste a pris au moins dix années d'avance sur les libéraux et le Nouveau parti démocratique. En fait...

M. l'Orateur: A l'ordre. Le temps de parole du député est écoulé.

M. Peter C. Bawden (Calgary-Sud): Monsieur l'Orateur, en écoutant parler les députés d'en face et à ma gauche ce soir, je repense à une citation que j'ai lue récemment, et qui dit que la seule chose qui puisse consoler un homme des bêtises qu'il a faites, c'est la louange qu'il se prodigue toujours à lui-même pour les avoir faites. On pourrait décrire l'attitude de notre gouvernement comme un gouvernement qui procède par tâtonnements. Chaque essai est suivi d'une autre erreur. Malheureusement, monsieur l'Orateur, cette succession d'erreurs de la part de notre gouvernement prend des allures tragiques sur le plan humain. Cela est d'autant plus tragique lorsqu'on admet que, malgré les importants principes empruntés au parti conservateur progressiste, ni le budget présenté au mois de mai 1972, ni le budget du mois de février 1973, ni les deux réunis, n'amèneront une solution aux problèmes de chômage et d'inflation que connaît notre pays.

• (2140)

Bon nombre de chefs syndicalistes et de syndicats ouvriers en conviennent bien volontiers, monsieur l'Orateur. Les Canadiens n'ont jamais eu aussi peu confiance dans notre gouvernement. Les entreprises n'ont jamais eu si peu confiance. Cela est dû en grande partie au fait que le gouvernement n'a pas terminé ses travaux dans des domaines aussi essentiels que l'impôt, la concurrence et la propriété. Aucune société et aucun particulier ne peuvent

[M. Hellyer.]

prendre de décisions ou de mesures décisives quand les règles du jeu sont constamment en voie de modification.

Cette situation dérange autant le monde des affaires que celui du travail. La prospérité du travail et des affaires vont de pair. Il existe au Canada actuellement une occasion en or d'établir d'étroites relations entre le travail, le gouvernement et les affaires. Qui saura en prendre l'initiative? Le gouvernement a fermement refusé de jouer ce rôle, ce qui a contribué encore à diminuer considérablement la confiance qu'on avait en lui. Le gouvernement de ce pays doit rectifier son attitude. Seul un gouvernement conservateur peut reconquérir la confiance de la nation pour le moment.

Des voix: Bravo!

M. Bawden: Les années 70 offrent les plus grands défis et elles connaissent en même temps les problèmes les plus importants auxquels le Canada s'est heurté dans son histoire. Pendant un certain nombre d'années, j'ai eu l'occasion de participer au développement de nombreux autres pays. J'ai vu leurs forces et leurs faiblesses dans le domaine des ressources naturelles comme dans celui des ressources humaines. Je n'hésite pas à dire que le Canada ne le cède en rien à aucun pour ce qui est des possibilités d'avenir. Je suis épouvanté, en fait je désespère, lorsque je vois toutes les occasions manquées au cours du règne de Trudeau.

Le chef du NPD a parlé au cours de ce débat de l'échec qu'ont essuyé jusqu'à présent les politiques du gouvernement, et il a conclu en disant qu'il faut prendre des mesures plus énergiques. Selon lui, le gouvernement n'a pas eu suffisamment de courage et d'imagination pour injecter au moins 1 milliard de dollars de plus dans l'économie, comme il aurait pu et comme il aurait dû le faire. S'il appuie ce gouvernement, quel courage a-t-il?

Une voix: Il n'en a pas.

Des voix: Bravo!

M. Bawden: Pour terminer, monsieur l'Orateur, je m'adresse au NPD et je rappelle à ses membres ce que leur chef a dit et répété: Nous ne modifierons pas notre position quelles que puissent en être les conséquences.

Des voix: Oh oh!

[Français]

M. l'Orateur: A l'ordre. Comme il est 9 h. 45, il est de mon devoir, en conformité du paragraphe (9) de l'article 58 du Règlement, d'interrompre les délibérations et de mettre immédiatement aux voix chaque question nécessaire pour statuer sur la question dont la Chambre est saisie.

[Traduction]

Par conséquent, le vote porte sur la motion de M. Stanfield. Que tous ceux qui sont en faveur veuillent bien dire oui.

Des voix: Oui.

M. l'Orateur: Que tous ceux qui s'y opposent veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

M. l'Orateur: A mon avis, les non l'emportent.

Et plus de cinq députés s'étant levés:

(La motion de M. Stanfield, mise aux voix, est rejetée.)